

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2003 — 4717

[C — 2003/03554]

11 DECEMBRE 2003. — Loi concernant la prise par l'Etat belge des obligations de pension légales de société anonyme de droit public Belgacom vis-à-vis de son personnel statutaire (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Art. 2. Pour l'application de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution, il faut entendre par :

1° « Belgacom » : la société anonyme de droit public Belgacom;

2° « l'Etat » : l'Etat belge;

3° « le Fonds de pension » : le « Fonds de pension pour les pensions légales du personnel statutaire de la société anonyme de droit public Belgacom », dont le siège social est établi à 1030 Bruxelles, boulevard du Roi Albert II 27, créé par l'arrêté royal du 10 avril 1995 portant exécution de l'article 59/6 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques;

4° « la loi de contrôle » : la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances;

5° le programme « PTS » : le régime tel que créé par l'arrêté royal du 18 juin 1997 portant création d'un régime temporaire de congé préalable à la retraite pour certains membres du personnel statutaire de la société anonyme de droit public Belgacom, pris en application de l'article 3, § 1^{er}, 6°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne;

6° le programme « BeST » : le régime tel que créé par convention collective, « Règles pour la gestion du personnel de Belgacom en vue de la réalisation du plan BeST », approuvé par la commission paritaire de Belgacom le 16 mai 2002.

CHAPITRE II. — Dissolution et liquidation du Fonds de pension pour les pensions légales de Belgacom

Art. 3. A la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, le Fonds de pension est dissout de plein droit et mis en liquidation. A partir de cette date, le Fonds de pension ne peut plus prendre que les actes qui sont nécessaires en vue de sa liquidation, ainsi que fournir l'assistance nécessaire à l'Etat, telle que décrite à l'article 11, alinéa 1^{er}, de la présente loi, pendant une période de transition qui expire au plus tard le 31 décembre 2005.

Le Roi détermine le mode de liquidation conformément aux dispositions de la présente loi. Il nomme un ou plusieurs liquidateurs, et fixe leurs compétences, compte tenu de ce qui est prévu à l'alinéa 1^{er}.

Les frais de liquidation sont exclusivement à charge du Fonds de pension.

Les dispositions des chapitres V et Vquater de la loi de contrôle et de ses arrêtés d'exécution, ainsi que les statuts du Fonds de pension ne s'appliquent pas aux matières régies par la présente loi, notamment en ce qui concerne la dissolution et la liquidation du Fonds de pension. Les dispositions de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, ne s'appliquent que pour autant qu'il n'y est pas dérogé dans la présente loi.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

N. 2003 — 4717

[C — 2003/03554]

11 DECEMBER 2003. — Wet houdende overname door de Belgische Staat van de wettelijke pensioenverplichtingen van de naamloze vennootschap van publiek recht Belgacom ten opzichte van haar statutair personeel (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK I. — Definities

Art. 2. Voor de toepassing van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten wordt verstaan onder :

1° « Belgacom » : de naamloze vennootschap van publiek recht Belgacom;

2° « de Staat » : de Belgische Staat;

3° « het Pensioenfonds » : het « Pensioenfonds voor de wettelijke pensioenen van het statutair personeel van de naamloze vennootschap van publiek recht Belgacom », waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te 1030 Brussel, Koning Albert II-laan 27, opgericht door het koninklijk besluit van 10 april 1995 tot uitvoering van artikel 59/6 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven;

4° « de controlewet » : de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen;

5° het « PTS »-programma : de regeling zoals ingesteld door het koninklijk besluit van 18 juni 1997 tot invoering van een tijdelijke regeling van verlof voorafgaande aan de pensionering voor bepaalde statutaire personeelsleden van de naamloze vennootschap van publiek recht Belgacom, genomen met toepassing van artikel 3, § 1, 6°, van de wet van 26 juni 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie;

6° het « BeST »-programma : de regeling zoals ingesteld bij collectieve overeenkomst, « Regels voor het beheer van het personeel van Belgacom met het oog op de implementering van het BeST-plan », goedgekeurd door het paritair comité van Belgacom van 16 mei 2002.

HOOFDSTUK II. — Ontbinding en vereffening van het Pensioenfonds voor de wettelijke pensioenen van Belgacom

Art. 3. Op de datum van inwerkingtreding van deze wet wordt het Pensioenfonds van rechtswege ontbonden en in vereffening gesteld. Vanaf deze datum kan het Pensioenfonds enkel nog deze handelingen stellen die nodig zijn met het oog op haar vereffening, evenals, gedurende een overgangperiode die afloopt ten laatste op 31 december 2005, de nodige bijstand verlenen aan de Staat, zoals verder omschreven in artikel 11, eerste lid, van deze wet.

De Koning bepaalt de wijze van vereffening overeenkomstig de bepalingen van deze wet. Hij benoemt één of meer vereffenaars, en bepaalt hun bevoegdheden, met inachtnaam van hetgeen bepaald is in het eerste lid.

De kosten van de vereffening zijn uitsluitend ten laste van het Pensioenfonds.

De bepalingen van de hoofdstukken V en Vquater van de controlewet en van haar uitvoeringsbesluiten, alsook de statuten van het Pensioenfonds zijn niet van toepassing op de aangelegenheden geregeld in deze wet, met inbegrip van de ontbinding en de vereffening van het Pensioenfonds. De bepalingen van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen zijn alleen van toepassing in zoverre er niet wordt van afgeweken in deze wet.

Art. 4. § 1^{er}. A la date de sa dissolution, les actifs du Fonds de pension sont réalisés par le(s) liquidateur(s) au plus tard ou préalablement à une date fixée par le Roi et au plus tard le 31 décembre 2003.

Les risques et les frais liés à la réalisation des actifs du Fonds de pension sont à charge du Fonds de pension.

§ 2. A l'issue de la liquidation, le résultat positif ou négatif de la liquidation sera, le cas échéant, payé à ou par Belgacom.

CHAPITRE III. — Reprise des obligations de pension

Art. 5. Le personnel statutaire de Belgacom qui a été nommé à titre définitif avant le 1^{er} octobre 2003, bénéficie, à partir du 1^{er} janvier 2004, d'une pension de retraite à charge du Trésor public dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités que les fonctionnaires publics.

A partir du montant mensuel dû pour janvier 2004, les pensions de retraite et de survie en cours au 31 décembre 2003 qui ont été octroyées aux anciens membres du personnel statutaire de Belgacom et à leurs ayants droit, sont également à charge du Trésor public.

Art. 6. Le traitement d'attente octroyé dans le cadre du programme « PTS » est soumis à la retenue déterminée à l'article 7, premier alinéa, de la loi du 30 avril 1958 modifiant les arrêtés royaux n^{os} 254 et 255 du 12 mars 1936 unifiant les régimes de pensions des veuves et des orphelins du personnel civil de l'Etat et des membres de l'armée et de la gendarmerie et instituant une indemnité de funérailles en faveur des ayants droit des pensionnés de l'Etat. En cas de décès d'un bénéficiaire du traitement susmentionné, l'allocation déterminée dans l'article 6 de la loi susmentionnée du 30 avril 1958 est à charge du Trésor public.

Art. 7. La reprise des obligations de pension par l'Etat conformément à la présente loi est opposable aux bénéficiaires et aux tiers par la publication de la présente loi au *Moniteur belge*, sans qu'aucune forme complémentaire de publicité, de notification ou de ratification ne soit requise.

CHAPITRE IV.

Obligations financières et autres obligations de Belgacom

Art. 8. Belgacom et/ou le Fonds de pension vireront les produits de la réalisation des actifs du Fonds de pension en espèces, complétés pour atteindre un montant global de 5 000 millions d'euros en un versement unique ou en plusieurs paiements au profit de l'Etat, le 31 décembre 2003 à minuit ou avant cette date, selon les modalités fixées par le Roi. Le cas échéant, le Roi peut, pour l'ensemble des paiements ou une partie de ceux-ci, reporter cette échéance d'une période de quatorze jours au plus et déterminer les modalités afférentes à cette prolongation.

Le Roi peut prévoir que les versements visés à l'alinéa 1^{er} peuvent être totalement ou partiellement effectués par le transfert à l'Etat d'instruments financiers désignés par le Roi sur la proposition du Ministre des Finances.

Art. 9. § 1^{er}. A partir du salaire dû pour janvier 2004, Belgacom est redevable d'une cotisation patronale équivalente à la différence entre 17,5 % et le pourcentage de cotisation déterminé à l'article 60 de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pension. Cette cotisation patronale est fixée sur la base des traitements ainsi que sur les autres éléments de la rémunération qui sont pris en considération pour le calcul de la pension de retraite. Les dispositions de l'article 61 et 61bis de la loi susmentionnée du 15 mai 1984 s'appliquent à la cotisation patronale susmentionnée.

La cotisation patronale visée au premier alinéa n'est pas due sur le traitement d'attente octroyé dans le cadre des programmes « PTS » et « BeST » ni sur le traitement des membres du personnel statutaire qui à l'avenir, auront encore droit à un traitement d'attente accordé dans le cadre du programme « BeST ».

§ 2. La retenue déterminée à l'article 60 de la loi susmentionnée du 15 mai 1984 s'applique aux traitements d'attente accordés dans le cadre du programme « BeST ». En application de l'article 6, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 18 juin 1997 portant création d'un régime temporaire de congé préalable à la retraite pour certains membres du personnel statutaire de la société anonyme de droit public Belgacom, pris en application de l'article 3, § 1^{er}, 6^o, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, la retenue déterminée à l'article 60 de la loi susmentionnée du 15 mai 1984 ne s'applique pas aux traitements d'attente accordés dans le cadre du programme « PTS ».

Art. 4. § 1. De activa van het Pensioenfonds op datum van haar ontbinding worden door de vereffenaar(s) te gelde gemaakt uiterlijk op of voorafgaandelijk aan een door de Koning te bepalen datum en uiterlijk op 31 december 2003.

De risico's en kosten verbonden aan de tegeldemaking van de activa van het Pensioenfonds zijn ten laste van het Pensioenfonds.

§ 2. Na afloop van de vereffening zal in voorkomend geval het positieve of het negatieve resultaat van de vereffening worden betaald aan of door Belgacom.

HOOFDSTUK III. — Overname van de pensioenverplichtingen

Art. 5. De statutaire personeelsleden van Belgacom die vóór 1 oktober 2003 vastbenoemd werden, genieten, met ingang van 1 januari 2004, een rustpensioen ten laste van de Staatskas onder dezelfde voorwaarden en volgens dezelfde nadere regels als de rijksambtenaren.

De op 31 december 2003 lopende rust- en overlevingspensioenen die werden toegekend aan gewezen statutaire personeelsleden van Belgacom en aan hun rechthebbenden, zijn eveneens ten laste van de Staatskas vanaf het voor januari 2004 verschuldigde maandbedrag.

Art. 6. Het wachtgeld toegekend in het kader van het « PTS »-programma is onderworpen aan de afhouding bepaald in artikel 7, eerste lid, van de wet van 30 april 1958 tot wijziging van de koninklijke besluiten nrs. 254 en 255 van 12 maart 1936 waarbij eenheid wordt gebracht in het regime van de pensioenen der weduwen en wezen van het burgerlijk rijkspersoneel en van de leden van het leger en van de rijkswachter, en tot instelling van een begrafenisvergoeding ten gunste van de rechthebbenden van gepensioneerd rijksambtenaren. In geval van overlijden van een begunstigde van voormeld wachtgeld, is de in artikel 6 van voormelde wet van 30 april 1958 bepaalde vergoeding ten laste van de Staatskas.

Art. 7. De overname van pensioenverplichtingen door de Staat overeenkomstig deze wet is tegenstelbaar aan de begunstigten en derden door de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*, zonder dat enige bijkomende vorm van publiciteit, betekening of goedkeuring vereist is.

HOOFDSTUK IV.

Financiële en andere verplichtingen van Belgacom

Art. 8. Belgacom en/of het Pensioenfonds zullen de opbrengsten van de tegeldemaking van de activa van het Pensioenfonds in contanten, aangevuld tot een globaal bedrag van 5 000 miljoen euro in één of meer betalingen overmaken ten gunste van de Staat, op of voor 31 december 2003, om middernacht, volgens de nadere regels bepaald door de Koning. In voorkomend geval kan de Koning voor het geheel of een gedeelte van de betalingen deze vervaldag uitstellen met een maximale periode van veertien dagen en de nadere regels bepalen die gepaard gaan met deze verlenging.

De Koning kan bepalen dat de in het eerste lid bedoelde betalingen geheel of gedeeltelijk kunnen worden uitgevoerd door overdracht aan de Staat van door de Koning op voorstel van de Minister van Financiën aan te duiden financiële instrumenten.

Art. 9. § 1. Belgacom is vanaf de voor januari 2004 verschuldigde bezoldiging een patronale bijdrage verschuldigd gelijk aan het verschil tussen 17,5 % en het bijdragepercentage bepaald in artikel 60 van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen. Deze patronale bijdrage wordt vastgesteld op basis van de wedden evenals de andere bezoldigingselementen die in aanmerking genomen worden voor de berekening van het rustpensioen. De bepalingen van de artikelen 61 en 61bis van voormelde wet van 15 mei 1984 zijn toepasselijk op de bovenvermelde patronale bijdrage.

De in het eerste lid bedoelde patronale bijdrage is niet verschuldigd op het wachtgeld toegekend in het kader van de « PTS »- en « BeST »-programma's en op de wedde van statutaire personeelsleden die in de toekomst nog aanspraak zullen maken op een wachtgeld in het kader van het « BeST »-programma.

§ 2. Op de verschuldigde wachtgelden in het kader van het « BeST »-programma, is de afhouding bepaald in artikel 60 van voormelde wet van 15 mei 1984 toepasselijk. In toepassing van artikel 6, § 1, van het koninklijk besluit van 18 juni 1997 tot invoering van een tijdelijke regeling van verlof voorafgaande aan de pensionering voor bepaalde statutaire personeelsleden van Belgacom, genomen met toepassing van artikel 3, § 1, 6^o, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, is de afhouding bepaald in artikel 60 van voormelde wet van 15 mei 1984 niet van toepassing op de verschuldigde wachtgelden in het kader van het « PTS »-programma.

Art. 10. § 1^{er}. Si à un quelconque moment après le 1^{er} janvier 2004, les obligations de pension augmentent ou diminuent en raison d'un acte posé par Belgacom après cette date, Belgacom fera un paiement en compensation au Fonds des pensions de survie ou ce dernier fera un paiement en compensation à Belgacom dans les cas suivants :

Majorations de pensions à la suite de l'application de l'article 12 de la loi du 9 juillet 1969 modifiant et complétant la législation relative aux pensions de retraite et de survie des agents du secteur public;

Majorations salariales réelles;

Modifications au statut pécuniaire des bénéficiaires du BeST et du PTS;

Plans sociaux.

§ 2. L'augmentation ou la diminution des obligations de pension en ce compris les paiements de compensation qui y sont liés, sont limités au règlement sur les montants des pensions de retraite et déterminé comme suit :

1. Si, à partir du 1^{er} janvier 2004, les pensions de retraite sont revues, à l'initiative de Belgacom, en exécution de l'article 12 de la loi du 9 juillet 1969, à la suite d'une modification apportée au statut pécuniaire de Belgacom, entraînant une majoration de ces pensions, Belgacom paie au Fonds des pensions de survie la valeur actuelle de la majoration des pensions de retraite, pour les pensions de retraite immédiates ou différées des anciens agents statutaires de Belgacom. Ce paiement de compensation est dû au moment où la majoration est octroyée effectivement aux bénéficiaires.

2. Un paiement de compensation est dû pour toute nouvelle pension de retraite immédiate à partir du 1^{er} janvier 2004, sur la différence entre la pension de retraite effectivement octroyée reliée à l'indice 138,01 et la pension de retraite déterminée sur la même base, mais avec un traitement moyen qui est le résultat du salaire au 1^{er} janvier 2004 relié à l'indice 138,01, majoré annuellement de 1,25 %.

Si la période de référence pour le calcul de la pension de retraite se situe entièrement ou pour partie avant le 1^{er} janvier 2004, la pension théorique pour cette partie de la période de référence sera calculée sur les traitements réels pour cette période.

Si la pension de retraite effectivement octroyée est supérieure à la pension théorique telle que définie ci-dessus, Belgacom est redevable de la valeur actuelle de la différence. Cette valeur actuelle, dont le mode de calcul est fixé par le Roi, doit être payée par an au Fonds des pensions de survie, pour le 31 décembre de l'année où la pension de retraite prend cours.

Si la pension de retraite effectivement octroyée est inférieure à la pension théorique, le Fonds des pensions de survie sera redevable à Belgacom de la valeur actuelle de la différence.

Les participants aux programmes « PTS » et « BeST » sont exclus de ce règlement de compensation.

3. Si, par l'adaptation du statut pécuniaire à partir du 1^{er} janvier 2004, la pension de retraite effectivement octroyée aux participants aux programmes « PTS » et « BeST » diffère de la pension de retraite théorique, fixée sur la même base mais calculée selon le statut pécuniaire en vigueur le 1^{er} janvier 2004, le même règlement de compensation tel que défini au point 2 s'applique sur la différence entre le montant théorique et le montant réel de la pension de retraite.

4. Si à partir du 1^{er} janvier 2004, Belgacom autorise une nouvelle forme de congé préalable à la retraite, Belgacom devra payer la cotisation patronale telle que définie à l'article 9 sur le montant non réduit du traitement qui sert de base au calcul du montant de la pension. Pour les périodes qui, à la suite de l'application de l'arrêté royal n° 442 du 14 août 1986 relatif à l'incidence de certaines positions administratives sur les pensions des agents des services publics, ne relèvent pas du calcul de la pension, la cotisation patronale n'est pas due.

§ 3. Les paiements de compensation dont il est question au § 2, doivent être considérés comme des cotisations de sécurité sociale ordinaires.

§ 4. Les facteurs actuariels sur la base desquels la valeur actuelle est calculée, seront déterminés par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

§ 5. Les modalités de paiements sont déterminées, en exécution de la présente loi par arrêté royal.

Art. 11. Pour assurer le bon déroulement de la reprise des obligations de pension comme prévu dans cette loi, Belgacom, son Fonds de pension en liquidation ou une filiale de Belgacom fourniront gratuitement, à partir du 1^{er} janvier 2004 et jusqu'au 31 décembre 2005 au plus

Art. 10. § 1. Indien op enig tijdstip na 1 januari 2004 de pensioenverplichtingen toenemen of verminderen wegens enige na deze datum door Belgacom gestelde handeling dan zal in volgende gevallen een compensatiebetaling door Belgacom aan het Fonds voor overlevingspensioenen of door deze laatste aan Belgacom gebeuren :

Pensioenverhogingen ingevolge artikel 12 van de wet van 9 juli 1969 tot wijziging en aanvulling van de wetgeving betreffende de rust- en overlevingspensioenen van het personeel van de openbare sector;

Reële weddeverhogingen;

Wijzigingen aan de bezoldigingsregeling van BeST- en PTS-begunstigden;

Sociale plannen.

§ 2. De toename of vermindering van de pensioenverplichtingen met de hieraan verbonden compensatiebetalingen worden beperkt tot een verrekening op de bedragen inzake rustpensioenen en als volgt omschreven :

1. Indien vanaf 1 januari 2004 op initiatief van Belgacom de rustpensioenen worden herzien in uitvoering van artikel 12 van de wet van 9 juli 1969 ingevolge een wijziging in de bezoldigingsregeling bij Belgacom die een verhoging van deze pensioenen tot gevolg heeft, betaalt Belgacom voor de onmiddellijke en uitgestelde rustpensioenen van de gewezen statutaire personeelsleden van Belgacom aan het Fonds voor overlevingspensioenen de actuele waarde van de verhoging van de rustpensioenen. Deze compensatiebetaling is verschuldigd op het ogenblik dat de verhoging effectief wordt toegekend aan de begunstigen.

2. Een compensatiebetaling is verschuldigd voor elk nieuw onmiddellijk rustpensioen vanaf 1 januari 2004 op het verschil tussen het effectief toegekende rustpensioen uitgedrukt aan index 138,01 en het rustpensioen vastgesteld op identiek dezelfde basis, maar met een gemiddelde wedde die het resultaat is van het salaris op 1 januari 2004 aan index 138,01, jaarlijks verhoogd met 1,25 %.

Indien de referentieperiode voor de berekening van het rustpensioen zich geheel of gedeeltelijk bevindt voor 1 januari 2004, dan zal het theoretisch pensioen voor het deel van de referentieperiode berekend worden op de reële wedden voor die periode.

Indien het effectief toegekende rustpensioen hoger is dan het theoretisch pensioen zoals hierboven omschreven, is Belgacom de actuele waarde verschuldigd van het verschil. Deze actuele waarde, waarvan de berekeningswijze door de Koning wordt vastgesteld, dient jaarlijks op 31 december van het jaar waarin het rustpensioen ingaat te worden betaald aan het Fonds voor overlevingspensioenen.

Indien het effectief toegekende rustpensioen lager is dan het theoretisch pensioen, zal het Fonds voor overlevingspensioenen de actuele waarde van het verschil verschuldigd zijn aan Belgacom.

De deelnemers aan de « PTS »- en « BeST »-programma's zijn uitgesloten van deze compensatieregeling.

3. Indien door de aanpassing van de bezoldigingsregels vanaf 1 januari 2004 het effectief toegekende rustpensioen van de deelnemers aan de « PTS »- en « BeST »-programma's verschilt van het theoretisch rustpensioen, vastgesteld op identiek dezelfde basis maar berekend in de bezoldigingsregels van kracht op 1 januari 2004, wordt dezelfde compensatieregeling zoals omschreven in punt 2 toegepast op het verschil tussen het theoretische en het reële bedrag van het rustpensioen.

4. Indien Belgacom vanaf 1 januari 2004 een nieuwe vorm van verlof voorafgaandelijk aan de pensionering toestaat, zal Belgacom de patronale bijdrage zoals omschreven in artikel 9 dienen te betalen op het onverminderd bedrag van het salaris dat dient voor de berekening van het pensioenbedrag. Voor periodes die ingevolge de toepassing van het koninklijk besluit nr. 442 van 14 augustus 1986 betreffende de weerslag van sommige administratieve toestanden op de pensioenen van de personeelsleden van de overheidsdiensten buiten de pensioenberekening vallen, is geen patronale bijdrage verschuldigd.

§ 3. De compensatiebetalingen waarvan sprake in § 2 dienen te worden beschouwd als normale sociale zekerheidsbijdragen.

§ 4. De actuariële factoren op grond waarvan de actuele waarde wordt berekend, zullen bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad worden bepaald.

§ 5. De nadere regels van betaling worden in uitvoering van deze wet bij koninklijk besluit bepaald.

Art. 11. Met het oog op het vlotte verloop van de overname van de pensioenverplichtingen zoals bepaald in deze wet, zullen Belgacom, zijn Pensioenfonds in vereffening of een dochteronderneming van Belgacom vanaf 1 januari 2004 en uiterlijk tot 31 december 2005

tard, une assistance administrative et comptable à l'Etat en vue d'assurer une bonne gestion et le paiement des obligations de pension payables pour la période en question.

Tant que Belgacom, son Fonds de pension en liquidation ou une filiale effectueront encore, pendant la période de transition visée à l'alinéa 1^{er}, le paiement d'obligations de pension, l'Etat leur transférera à temps, les moyens financiers requis pour le paiement de ces obligations de pension.

CHAPITRE V. — Dispositions modificatives et abrogatoires

Art. 12. L'article 22 de la loi du 19 juillet 1930 créant Belgacom, modifié par la loi du 21 mars 1991, est abrogé.

Art. 13. L'article 2, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 117 du 27 février 1935 établissant le statut des pensions du personnel des établissements publics autonomes et des régies instituées par l'Etat, modifié par la loi du 2 août 2002, est remplacé par la disposition suivante :

« BIAC supporte la partie de la charge des pensions de survie des ayants droit des membres de son personnel nommés à titre définitif, qui se rapporte aux services effectués auprès de BIAC à partir du 1^{er} octobre 2002. »

Art. 14. Dans l'article 7 du même arrêté, modifié par la loi du 28 avril 1958, la loi du 1^{er} juillet 1971, la loi du 11 juillet 1975, la loi du 17 mai 1976, la loi du 15 juillet 1977, l'arrêté royal n° 429 du 5 août 1986, et la loi du 21 mars 1991, le mot « Belgacom » est supprimé.

Art. 15. L'article 46bis, § 3, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, inséré par la loi du 19 décembre 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« Pour le calcul de la pension des agents transférés en application du présent article, les services prestés à Belgacom sont considérés comme services prestés auprès de l'Etat fédéral. »

Art. 16. L'article 59/6 de la même loi, modifié par la loi du 2 août 2002, est abrogé.

Art. 17. L'arrêté royal du 10 avril 1995 portant exécution de l'article 59/6 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, modifié par l'arrêté royal du 16 juillet 1997, est abrogé.

Art. 18. L'article 57 de la loi-programme du 2 août 2002 est abrogé.

Art. 19. L'article 58 de la loi-programme du 2 août 2002 est modifié comme suit :

« Lors du décès du titulaire d'une pension de retraite à charge de BIAC, une indemnité de funérailles est liquidée dans les mêmes conditions que celles prévues par la loi du 30 avril 1958 modifiant les arrêtés royaux n°s 254 et 255 du 12 mars 1936 unifiant les régimes de pensions des veuves et des orphelins du personnel civil de l'Etat et des membres de l'armée et de la gendarmerie et instituant une indemnité de funérailles en faveur des ayants droit des pensionnés de l'Etat. Cette indemnité est à charge de l'entreprise et est liquidée par celle-ci. BIAC peut toutefois décider de transférer cette obligation à son fonds de pension. Dans ce cas, la retenue de 0,5 p.c. sur les pensions de retraite à charge de BIAC est effectuée au profit du fonds de pensions de l'entreprise. »

Art. 20. L'article 8, alinéa 2, de la loi du 14 avril 1965 établissant certaines relations entre les divers régimes de pensions du secteur public, ajouté par la loi du 2 août 2002, est remplacé par la disposition suivante :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, si le membre du personnel décédé a terminé sa carrière auprès de BIAC avant le 1^{er} octobre 2002, la pension de survie unique est accordée par l'Administration des pensions et payée à charge du Fonds des pensions de survie. »

Art. 21. L'article 13, § 2, de la même loi, ajouté par la loi du 2 août 2002, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Si la pension de survie unique est accordée par BIAC et que des services ont été effectués auprès de cette entreprise avant le 1^{er} octobre 2002, le montant brut de la pension de survie visée à l'article 7 est, par dérogation au § 1^{er}, réparti comme suit :

kosteloos aan de Staat administratieve en boekhoudkundige bijstand verlenen teneinde het zorgvuldig beheer en de betaling van de voor de desbetreffende periode betaalbare pensioenverplichtingen te garanderen.

Zolang Belgacom, zijn Pensioenfonds in vereffening of een dochteronderneming tijdens de in het eerste lid bedoelde overgangperiode nog de betaling zouden uitvoeren van enige pensioenverplichtingen, zal de Staat hen tijdig de geldmiddelen overmaken die vereist zijn voor de betaling van deze pensioenverplichtingen.

HOOFDSTUK V. — Wijzigings- en opheffingsbepalingen

Art. 12. Artikel 22 van de wet van 19 juli 1930 tot oprichting van Belgacom, gewijzigd door de wet van 21 maart 1991, wordt opgeheven.

Art. 13. Artikel 2, tweede lid, van het koninklijk besluit nr. 117 van 27 februari 1935 tot vaststelling van het statuut der pensioenen van het personeel der zelfstandige openbare inrichtingen en der regieën ingesteld door de Staat, gewijzigd door de wet van 2 augustus 2002, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« BIAC draagt het gedeelte van de last van de overlevingspensioenen van de rechthebbenden van de vast benoemde personeelsleden, dat betrekking heeft op de vanaf 1 oktober 2002 bij BIAC verrichte diensten. »

Art. 14. In artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd door de wet van 28 april 1958, de wet van 1 juli 1971, de wet van 11 juli 1975, de wet van 17 mei 1976, de wet van 15 juli 1977, het koninklijk besluit nr. 429 van 5 augustus 1986, en de wet van 21 maart 1991, wordt het woord « Belgacom » geschrapt.

Art. 15. Artikel 46bis, § 3, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, ingevoegd door de wet van 19 december 1997, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Voor de berekening van het pensioen van de personeelsleden overgedragen overeenkomstig dit artikel, worden de bij Belgacom verrichte diensten beschouwd als diensten verricht bij de federale Staat. »

Art. 16. Artikel 59/6 van dezelfde wet, gewijzigd door de wet van 2 augustus 2002, wordt opgeheven.

Art. 17. Het koninklijk besluit van 10 april 1995 tot uitvoering van artikel 59/6 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, gewijzigd door het koninklijk besluit van 16 juli 1997, wordt opgeheven.

Art. 18. Artikel 57 van de programmawet van 2 augustus 2002 wordt opgeheven.

Art. 19. Artikel 58 van de programmawet van 2 augustus 2002 wordt als volgt gewijzigd :

« In geval van overlijden van een titularis van een rustpensioen ten laste van BIAC wordt, onder dezelfde voorwaarden als deze bepaald in de wet van 30 april 1958 tot wijziging van de koninklijke besluiten nrs. 254 en 255 van 12 maart 1936 waarbij eenheid wordt gebracht in het regime van de pensioenen der weduwen en wezen van het burgerlijk rijkspersoneel en van de leden van het leger en van de rijkswacht, en tot instelling van een begrafenisvergoeding ten gunste van de rechthebbenden van gepensioneerde rijksambtenaren, een vergoeding voor begrafeniskosten uitbetaald. Deze vergoeding is ten laste van en wordt uitbetaald door het bedrijf. BIAC kan evenwel beslissen deze verplichting over te dragen aan haar pensioenfonds. In dit geval wordt de inhouding van 0,5 pct op de rustpensioenen ten laste van BIAC gedaan ten bate van het pensioenfonds van het bedrijf. »

Art. 20. Artikel 8, tweede lid, van de wet van 14 april 1965 tot vaststelling van een zeker verband tussen de onderscheiden pensioenregelingen van de openbare sector aangevuld door de wet van 2 augustus 2002, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Indien het overleden personeelslid zijn loopbaan vóór 1 oktober 2002 beëindigd heeft bij BIAC, wordt, in afwijking van het eerste lid, het enig overlevingspensioen toegekend door de administratie der Pensioenen en uitbetaald ten laste van het Fonds voor overlevingspensioenen. »

Art. 21. Artikel 13, § 2, van dezelfde wet, aangevuld door de wet van augustus 2002, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Indien het enig overlevingspensioen wordt toegekend door BIAC en diensten werden verricht bij dit bedrijf voor 1 oktober 2002, wordt, in afwijking van § 1, het brutobedrag van het in artikel 7 bedoelde overlevingspensioen als volgt verdeeld :

1° la quote-part à charge du Fonds des pensions de survie est obtenue en multipliant le montant brut de la pension de survie visée à l'article 7 par une fraction. Le numérateur de cette fraction, limité le cas échéant à 480, est constitué par le nombre de mois de services admissibles, à l'exception de ceux prestés chez BIAC après le 30 septembre 2002. Le dénominateur de cette fraction, limité le cas échéant à 480, est constitué par le nombre total de mois de services admissibles. La quote-part fixée au 3° est déduite de la quote-part à charge du Fonds des pensions de survie;

2° la quote-part à charge de BIAC est obtenue en déduisant les quotes-parts fixées au 1° et 3° du montant brut de la pension de survie visée à l'article 7;

3° la quote-part à charge d'une institution visée à l'article 1^{er} mais autre que celles mentionnées aux points 1° et 2° précités, est calculée conformément aux dispositions du § 1^{er}.

Si le dénominateur de la fraction utilisé pour le calcul de la pension de survie est inférieur à 480, le nombre 480 visé à l'alinéa 1^{er}, 1°, est remplacé par ce dénominateur. »

Art. 22. Dans l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 mai 1984 portant des mesures d'harmonisation dans les régimes de pension, modifié par la loi du 2 août 2002, le deuxième tiret est remplacé par la disposition suivante :

« les organismes auxquels s'applique l'arrêté royal n° 117 du 27 février 1935 établissant le statut des pensions du personnel des établissements publics autonomes et des régies instituées par l'Etat; toutefois, BIAC supporte lui-même la charge de la partie de la pension de survie des ayants droit des membres du personnel nommés à titre définitif, qui se rapporte aux services effectués auprès de cette entreprise à partir du 1^{er} octobre 2002; ».

Art. 23. Dans l'article 59, alinéa 1^{er}, b), de la même loi, modifié par la loi du 2 août 2002, les mots « Belgacom et » sont supprimés.

Art. 24. L'article 10, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 18 juin 1997 portant création d'un régime temporaire de congé préalable à la retraite pour certains membres du personnel statutaire de la société anonyme de droit public Belgacom, pris en application de l'article 3, § 1^{er}, 6°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, est remplacé par la disposition suivante :

« Les allocations périodiques visées à l'article 6 et les primes visées à l'article 9 sont payées par Belgacom. »

Art. 25. L'article 3 de l'arrêté royal du 19 mai 1998 portant exécution partielle de l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures relatives au transfert de certains agents de Belgacom à l'autorité fédérale en application de l'article 3, § 1^{er}, 6°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, est remplacé par la disposition suivante :

« Pour les agents visés à l'article 2, les dépenses afférentes aux allocations périodiques visées à l'article 6 de l'arrêté royal du 18 juin 1997 ainsi qu'à la prime visée à l'article 9 du même arrêté sont supportées par le Trésor public. À cet effet, l'Etat fédéral verse à Belgacom les avances nécessaires au plus tard cinq jours ouvrables avant la date des paiements aux bénéficiaires.

L'Etat fédéral et Belgacom concluent une convention qui fixe les modalités d'application du présent article.

L'Etat fédéral est autorisé à verser à Belgacom des avances équivalentes à la charge de six mois qui tiennent notamment compte de la charge des primes visées à l'article 9 de l'arrêté royal du 18 juin 1997. »

Art. 26. L'article 5, § 1^{er}, du même arrêté royal est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. La gestion administrative de l'allocation périodique visée à l'article 6 de l'arrêté royal du 18 juin 1997 et de la prime visée à l'article 9 du même arrêté royal, est réalisée par Belgacom.

L'Institut belge des services postaux et des télécommunications communique à Belgacom toutes les données administratives nécessaires au calcul et à la gestion de l'allocation et de la prime.

Le paiement est effectué par Belgacom. »

1° het aandeel ten laste van het Fonds voor overlevingspensioenen wordt verkregen door het brutobedrag van het in artikel 7 bedoelde overlevingspensioenen te vermenigvuldigen met een breuk. De teller van deze breuk is gelijk aan het aantal maanden aanneembare diensttijd, met uitzondering van deze verricht bij BIAC na 30 september 2002 en wordt in voorkomend geval beperkt tot 480. De noemer van deze breuk is gelijk aan het totaal aantal maanden aanneembare diensttijd en wordt in voorkomend geval beperkt tot 480. Het in 3° vastgestelde aandeel wordt in mindering gebracht van het aantal ten laste van het Fonds voor overlevingspensioenen;

2° het aandeel ten laste van BIAC wordt verkregen door de in 1° en 3° vastgestelde aandelen in mindering te brengen van het brutobedrag van het in artikel 7 bedoelde overlevingspensioenen;

3° het aandeel ten laste van een andere in artikel 1 bedoelde instelling dan de in 1° en 2° hiervoor vermelde instellingen, wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van § 1.

Indien de noemer van de breuk die gebruikt werd voor de berekening van het overlevingspensioen kleiner is dan 480, wordt het in het eerste lid, 1°, vermelde getal van 480 vervangen door deze noemer. »

Art. 22. In artikel 1, eerste lid, van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen gewijzigd door de wet van 2 augustus 2002, wordt het tweede streepje vervangen door de volgende bepaling :

« de instellingen waarop het koninklijk besluit nr. 117 van 27 februari 1935 tot vaststelling van het statuut der pensioenen van het personeel der zelfstandige openbare inrichtingen en der regieën ingesteld door de Staat van toepassing is; BIAC draagt evenwel zelf de last van het gedeelte van de overlevingspensioenen van de rechthebbenden van de vast benoemde personeelsleden dat betrekking heeft op de vanaf 1 oktober 2002 bij dit bedrijf verrichte diensten; ».

Art. 23. In artikel 59, lid 1, b), van dezelfde wet, gewijzigd door de wet van 2 augustus 2002, worden de woorden « Belgacom en » opgeheven.

Art. 24. Artikel 10, eerste lid, van het koninklijk besluit van 18 juni 1997 tot invoering van een tijdelijke regeling van verlof voorafgaande aan de pensionering voor bepaalde statutaire personeelsleden van de naamloze vennootschap van publiek recht Belgacom, genomen met toepassing van artikel 3, § 1, 6°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De periodieke toelagen bedoeld in artikel 6 en de premies bedoeld in artikel 9 worden betaald door Belgacom. »

Art. 25. Artikel 3 van het koninklijk besluit van 19 mei 1998 tot gedeeltelijke uitvoering van het koninklijk besluit van 3 april 1997 houdende de maatregelen betreffende de overdracht van sommige personeelsleden van Belgacom aan de federale overheid met toepassing van artikel 3, § 1, 6°, van de wet van 26 juli 1996 betreffende het realiseren van de budgettaire voorwaarden van de deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Voor de personeelsleden bedoeld in artikel 2 worden de uitgaven nodig voor de betaling van de periodieke uitkeringen bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit van 18 juni 1997 en van de premie bedoeld in artikel 9 van hetzelfde koninklijk besluit gedragen door de Schatkist. Te dien einde stort de federale Staat aan Belgacom, de noodzakelijke voorschotten, ten laatste vijf werkdagen vóór de datum van de betalingen aan de rechthebbenden.

De federale Staat en Belgacom sluiten een overeenkomst die bepaalt op welke wijze dit artikel wordt toegepast.

Het is de federale Staat toegelaten Belgacom daartoe voorschotten te betalen, gelijkwaardig aan de last van zes maanden die meer bepaald rekening houden met de last van de premies bedoeld in artikel 9 van het koninklijk besluit van 18 juni 1997. »

Art. 26. Artikel 5, § 1, van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Het administratieve beheer van de periodieke uitkering bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit van 18 juni 1997 en van de premie bedoeld in artikel 9 van hetzelfde koninklijk besluit, wordt waargenomen door Belgacom.

Het Belgische Instituut voor postdiensten en telecommunicatie deelt aan Belgacom al de noodzakelijke administratieve gegevens mee voor de berekening en het beheer van de uitkering en van de premie.

De betaling geschiedt door Belgacom. »

Art. 27. L'article 9 de l'arrêté royal n° 23 du 27 novembre 1978 portant exécution de l'article 71 de la loi de réformes économiques et budgétaires, modifié par la loi du 15 mai 1984 et la loi du 21 mars 1991, est remplacé par la disposition suivante :

« Pour autant qu'ils ne soient pas déjà admissibles en vertu d'une disposition légale ou réglementaire, les services accomplis en qualité de porteur de télégrammes, immatriculé ou non, à Belgacom ou à l'ancienne administration à laquelle Belgacom a été substituée, donnent lieu à l'application du régime des pensions établi pour le personnel administratif de l'Etat. »

Art. 28. L'article 11 du même arrêté royal, modifié par la loi du 21 mars 1991, est abrogé.

Art. 29. L'arrêté royal du 26 avril 1999 fixant l'indemnité allouée au commissaire du gouvernement auprès du Fonds de pension pour les pensions de retraite du personnel statutaire de Belgacom, société anonyme de droit public, est abrogé.

Art. 30. Le Roi peut, pour autant qu'il ne s'agisse pas de matières que la Constitution réserve au législateur, abroger, compléter, modifier ou remplacer par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, des dispositions légales, lorsque cela est indispensable pour réaliser les objectifs de la présente loi.

Les arrêtés qui abrogent, complètent, modifient ou remplacent des dispositions légales doivent être ratifiés par les Chambres législatives dans l'année qui suit leur publication au *Moniteur belge* à défaut de quoi ils cessent d'être en vigueur.

CHAPITRE VI. — Entrée en vigueur

Art. 31. La présente loi entre en vigueur à la date de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 12 à 30 compris, qui entrent en vigueur le 31 décembre 2003.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 11 décembre 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Entreprises publiques,

J. VANDELANOTTE

Le Ministre des Pensions,

F. VANDENBROUCKE

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,

Mme L. ONKELINCKX

Documents de la Chambre des représentants :

51-316 - 2003/2004 :

N° 1 : Projet de loi.

N° 2 : Amendements.

N° 3 : Rapport.

N° 4 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Compte rendu intégral : 13 novembre 2003.

Documents du Sénat.

3-333 - 2003/2004 :

N° 1 : Projet évoqué par le Sénat.

N° 2 : Rapport.

N° 3 : Texte corrigé par la commission.

N° 4 : Décision de ne pas amender.

Annales du Sénat : 5 décembre 2003.

Art. 27. Artikel 9 van het koninklijk besluit n° 23 van 27 november 1978 tot uitvoering van artikel 71 van de wet houdende economische en budgettaire hervormingen, gewijzigd door de wet van 15 mei 1984 en de wet van 21 maart 1991, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Voorzover zij niet reeds krachtens een wettelijke of reglementaire bepaling in aanmerking komen, geven de diensten bewezen in de hoedanigheid van telegrambesteller, zowel als geïmmatriculeerd dan als niet-geïmmatriculeerd personeelslid, bij Belgacom of bij het vroegere bestuur in de plaats waarvan Belgacom werd ingesteld, aanleiding tot de toepassing van het pensioenstelsel ingesteld ten voordele van het administratief rijkspersoneel. »

Art. 28. Artikel 11 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd door de wet van 21 maart 1991, wordt opgeheven

Art. 29. Het koninklijk besluit van 26 april 1999 tot vaststelling van de vergoeding verleend aan de regeringscommissaris bij het Pensioenfonds voor de rustpensioenen van het statutair personeel van de naamloze vennootschap van publiek recht Belgacom, wordt opgeheven.

Art. 30. De Koning kan, voorzover het gaat om aangelegenheden die door de Grondwet niet aan de wetgever zijn voorbehouden, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, wetsbepalingen opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen, wanneer dit onontbeerlijk is om de doeleinden van deze wet te verwezenlijken.

De besluiten die wetsbepalingen opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen moeten worden bekrachtigd door de Wetgevende Kamers in het jaar dat volgt op hun bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, zoniet houden zij op van kracht te zijn.

HOOFDSTUK VI. — Inwerkingtreding

Art. 31. Deze wet treedt in werking op de datum van haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van de artikelen 12 tot en met 30 die in werking treden op 31 december 2003.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 11 december 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Overheidsbedrijven,

J. VANDE LANOTTE

De Minister van Pensioenen,

F. VANDENBROUCKE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

Mevr. L. ONKELINKX

Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers :

51-316 - 2003/2004 :

Nr. 1 : Wetsontwerp.

Nr. 2 : Amendementen.

Nr. 3 : Verslag.

Nr. 4 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Handelingen van de Kamer : 13 november 2003.

Stukken van de Senaat.

3-333 - 2003/2004 :

Nr. 1 : Ontwerp geëvoceerd door de Senaat.

Nr. 2 : Verslag.

Nr. 3 : Tekst verbeterd door de commissie.

Nr. 4 : Beslissing om niet te amenderen.

Handelingen van de Senaat : 5 december 2003.